

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Camps de la honte?

La fin des cent premiers jours de règne du conseiller fédéral Christoph Blocher coïncide – hasard révélateur de l'actuelle situation politique – avec l'introduction de nouvelles mesures en matière d'asile. Ainsi à partir du 1^{er} avril 2004, les requérants touchés par une décision de non-entrée en matière ne recevront plus aucune aide sociale. Conséquence: d'après les estimations, une part importante des quelque 8000 personnes concernées aura pour seul choix de passer à la clandestinité, de devenir «sans-papier».

Cette mesure scandaleuse s'inscrit dans la ligne des contre-réformes menées tambour-battant par la droite de ce pays avec l'UDC en tête de cortège. Dans le domaine de l'asile un durcissement sans précédent est prévu par la révision de la loi fédérale sur l'asile. Et à l'horizon pointe un projet dont la réalisation signifierait une nouvelle violation ouverte des droits humains et du droit migratoire: la mise sur pied de camps pour requérants d'asile.

Pour l'instant il ne s'agit que d'une idée mais au vu de la politique d'austérité en vigueur, le passage à l'acte ne relève en rien de l'impossible. D'autant plus qu'un UDC est chef du département fédéral en charge du dossier. Et que le parti tout comme plusieurs de ses ténors estiment depuis un bon nombre d'années que de tels camps constitueraient la réponse la plus naturelle aux problèmes de «gestion» en matière d'accueil des réfugiés. C'est ce qu'exigeait par exemple Rita Fuhrer, conseillère d'Etat zurichoise UDC, déjà en 1997.

La résistance à ces visées devra être sans faille. En effet, il ne s'agira ni plus ni moins de défendre ce qui reste encore du droit d'asile en Suisse.

Réd.

Christoph Blocher prêtant serment après son élection au Conseil fédéral, ou le nationalisme exacerbé: une image à ce point historique qu'on la croirait sortie d'un livre d'histoire, tirée du chapitre consacré aux années trente...



DOSSIER

UDC: chef de camp du bloc bourgeois

La montée fulgurante de l'Union démocratique du centre (UDC) – ou plutôt Parti suisse du peuple (*Schweizerische Volkspartei*) en traduction littérale de l'allemand – a bouleversé le paysage politique helvétique. Forts de leur succès, le conseiller fédéral néophyte Christoph Blocher et ses épigones se sont transformés de partenaire junior au sein du bloc bourgeois en son moteur. En témoigne l'élection de l'«ancien» patron d'*EMS-Chemie* au Conseil des Sages. C'est que pour les milieux dominants suisses, le national-populisme néo-conservateur des hommes (et quelques femmes) de l'UDC semble être l'instrument le plus prometteur pour faire avancer la cause des adeptes d'un capitalisme débridé.

Pages de gauche s'attelle dans ce dossier à une radiographie de la nouvelle force politique dominante de la droite helvétique. Tout d'abord en présentant une brève histoire de l'UDC et en revenant sur la transformation interne du parti depuis les années 1990. Ensuite en jetant la lumière sur le financement des activités de ce champion auto-déclaré de la démocratie et en montrant l'évolution de sa composition électorale de ces dernières années. Puis en mettant en perspective la politique économique de ceux qui prétendent défendre le «petit peuple» et en abordant leur instrumentalisation de la xénophobie ambiante en Suisse. Et enfin en proposant des réponses de gauche au succès de l'UDC.

> Suite du dossier en pages 5 à 12

Le Miracle de Berne (*Das Wunder von Bern*)

Sönke Wortmann, dans son dernier film *Le Miracle de Berne*, s'essaie à une relecture de l'Histoire: en 1954, l'Allemagne est en quête d'un renouveau social, économique et politique. La coupe du monde de football se tenant cette année-là en Suisse fera office de formidable vitrine internationale aux aspirations du peuple allemand à véhiculer une nouvelle image du pays.

La fiction se greffe à l'Histoire en mettant en scène une famille de la Ruhr, dont les membres et leur relation se font porteurs des nouvelles réalités auxquelles est confrontée l'Allemagne de l'après-guerre. La mère, seule à élever ses enfants depuis le départ au front de son mari, subvient aux besoins de la famille en gérant un café; les deux enfants, d'une vingtaine d'années, incarnent la répulsion de la jeune génération pour les anciennes normes et valeurs: l'aîné est militant communiste et guitariste, sa sœur évoque la progressive émancipation sexuelle de la femme; le père, à son retour de Sibérie après des années d'emprisonnement, impose la confrontation entre le passé et ce renouveau qui s'amorce. Sa réintégration au sein d'une famille et d'une société désormais étrangères pour lui, ne se fera pas sans conflits et incompréhensions.

Reste Matthias, le troisième enfant, 11 ans, sans père ni repères, qui,

face à une famille et une société en pleine reconstruction, est réconforté par le football et par Helmut Rahn, joueur du club de sa ville natale et de l'équipe nationale.

A travers l'impact du football au sein de la famille, le récit met en exergue la forte dimension sociale d'un phénomène dont la portée rassembleuse et identitaire répond aux besoins de la société allemande toute entière. Même s'il est supposé que la communauté internationale l'ait favorisée, la victoire de l'Allemagne a permis la revalorisation de son image. L'immixtion du politique dans le football est monnaie courante hier comme aujourd'hui, et souvent s'ajoutent des enjeux économiques. En effet, en considérant sa large composante sociale, sa capacité à unifier des gens de régions ou de nationalités différentes, le football représente une opportunité quasi unique en terme de diffusion à large échelle d'un projet politique ou économique. De même que l'équipe d'Allemagne en s'imposant à Berne face à la Hongrie démontre la capacité du football à véhiculer de nouvelles aspirations nationales, aujourd'hui, l'organisation d'une coupe du monde en Asie, par exemple, permet l'ouverture d'un marché encore relativement fermé à la grande industrie du football.

Maurizio Colella et Mathias Schaer

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel : Fr. 39.-
Abonnement de soutien : Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Oran McKenzie (OMK), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Yves Steiner (YS), Christian Vulllioud (CV).

Comité :

Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammar, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vulllioud, Le Sentier.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Camps de la honte?
- 2 Le Miracle de Berne
(*Das Wunder von Bern*)
- 3 My télé is rich
- 4 Supermarchés américains :
la précarité à l'état pur
- 5 à 12 Dossier:
UDC: chef de camp
du bloc bourgeois
- 13 Bienne: Histoire de l'urbanisme
socialiste ou «Changer
la ville pour changer la vie»
- 13 Neuchâtel: Contre la pénurie
de logements!
- 13 Genève: Manifester devient
un crime
- 14 ¡Cuba sí! L'île caraïbe mérite
notre solidarité
- 15 Humeur – Ils l'ont dit...
- 16 La dernière – Agenda



My télé is rich

La loi radio-TV a passé la rampe du Conseil national. Elle est aujourd'hui entre les mains du Conseil des Etats. Un compromis presque réussi.

Radicaux et UDC avaient brandi la menace du refus d'entrée en matière. Finalement, lors de la session de printemps, le Conseil national a adopté la nouvelle loi sur la radio-télévision (LRTV). L'opposition de l'UDC et d'une bonne partie des radicaux était justifiée par le fait que la loi introduisait, à leurs yeux, trop peu de concurrence et de libéralisme. Par un hasard trop fortuit pour ne pas avoir été orchestré, cette fronde coïncidait avec les critiques virulentes du parti radical contre la TSR, ce dernier accusant la télévision publique d'être au service du parti socialiste parfois, de l'UDC, souvent. Finalement ces rodromontades n'ont pas fait long feu. L'offensive du radical Filippo Leutenegger, l'homme lige des télévisions privées allemandes, n'a pas été suivie par la majorité du Conseil national.

Au final, tout le monde peut s'estimer à peu près content. La SSR sauve les meubles. Elle

garde la plus grande partie de la redevance (96%). Son patron, Armin Walpen, qui errait d'un air soucieux dans les couloirs du Palais fédéral pendant les débats, peut s'estimer heureux. Les télévisions et radios privées aussi. Elles obtiennent 4% de la «taxe sur l'audience», pour autant qu'elles remplissent un mandat de service public. Et le Parlement les incite dorénavant à regrouper leurs forces. Tout porte à croire que le nombre de chaînes de radio et de télévision sera redimensionné à l'échelle des nouvelles concessions et des zones de diffusion. Quant aux diffuseurs privés sans concession, ils ne pourront bénéficier des quelque 1,1 milliard de francs de la redevance.

PLUS DE PUB

Mais les diffuseurs privés ne repartent pas les mains vides. En effet, le National les a autorisés à diffuser des spots pour l'alcool (vin, bière et cidre)

ainsi que des publicités de nature politique et religieuse. Il s'en est fallu d'ailleurs d'un cheveu pour que des publicités du même ordre «enrichissent» la SSR. Seule l'intervention à l'arraché du socialiste Christian Levrat a permis d'éviter le pire. Autoriser des campagnes politiques à la télévision ou à la radio publique aurait été une catastrophe pour le débat démocratique et accessoirement pour les partis politiques ne disposant pas du financement des grands lobbies. Imaginons rien qu'une seconde le matraquage publicitaire auquel nous aurions droit aujourd'hui si les partisans du paquet fiscal avaient accès à une lucarne télévisuelle!

Même limitée aux opérateurs locaux, l'autorisation de la publicité politique n'en reste pas moins inquiétante. Avec ces nouvelles dispositions, la formation de l'opinion publique dépendra encore plus qu'actuellement des moyens financiers à disposition. Comme le dit Andreas Gross, interrogé par *Le Temps* (05.03.2004),

«la publicité politique risque de broyer les formes authentiques du débat. Allez voir ce que se passe en Californie. La pub politique y a pratiquement remplacé la politique elle-même à la télévision.»

Ce dernier point éminemment contestable excepté, la loi tranche en faveur du service public. Avec un peu d'optimisme, on peut même espérer que les radios et télévisions locales, mandatées pour offrir des prestations d'intérêt général, amélioreront la qualité de leurs émissions. Et la libéralisation du marché médiatique est évitée. La loi est maintenant entre les mains du Conseil des Etats. Un retour de balancier n'est cependant pas impossible. La commission des transports et des télécommunications a décidé d'auditionner un «cercle restreint de personnes concernées par la loi» avant d'entamer le débat d'entrée en matière. Sur ce sujet comme sur d'autres, le dossier est loin d'être clos...

Géraldine Savary

GARANTIR LE SERVICE PUBLIC

Disons-le clairement. En Suisse romande, nous avons de la chance. La chance d'avoir une télévision et une radio publique de qualité. La TSR propose, avec des moyens financiers limités, une palette d'émissions à la fois populaires et exigeantes. Il suffit d'observer avec consternation l'offre des chaînes publiques et privées françaises pour s'en convaincre. Pareil à la radio suisse romande qui a ouvert ses ondes aux débats politiques, culturels et sociaux. L'audience est là pour témoigner que la population a soif d'informations, de discussions, de programmes novateurs et intelligents.

La télévision et la radio publiques jouent un rôle considérable dans la formation des opinions. Elles permettent un accès à tous aux débats politiques et offrent une tribune indispensable à celles et à ceux qui peinent à se faire entendre. C'est une simple question de cohésion nationale. Pour permettre à la SSR d'assurer des programmes de qualité, il est essentiel d'en préserver le monopole et de lui assurer un financement adéquat. Les banderilles de Pascal Couchepin et des radicaux contre «la TSR-télévision d'Etat» – opportunément relayées par Edipresse, champion du monopole privé dans la presse écrite – devraient suffire à nous en convaincre.

ASSASSINAT DU CHEIKH YACINE



Supermarchés américains : la précarité à l'état pur

Pendant plus de quatre mois, les employé-e-s des grandes chaînes commerciales de la Californie du Sud se sont mis-es en grève pour s'opposer à la détérioration de leurs conditions de travail. Malgré leur détermination, le patronat a réussi à s'imposer.

L'enjeu était de taille et les fronts clairement délimités. D'un côté, les managers de trois des plus grandes chaînes alimentaires des Etats-Unis – *Safeway*, *Kroger* et *Albertson's* – qui exigeaient une baisse significative des salaires de leurs employé-e-s en Californie du Sud et une suppression presque complète des prestations sociales dont notamment la participation aux frais médicaux et au paiement des rentes vieillesse. De l'autre, pas moins de 70'000 salarié-e-s, en grande partie des femmes, des magasiniers et quelque 7'000 camionneurs qui répondent par le lancement d'une grève. Objectif: défendre les conditions salariales, les prestations sociales et les droits syndicaux.

L'ARRIVÉE DU MASTODONTE

A l'origine du conflit: l'arrivée de *Wal-Mart* sur le marché alimentaire de Californie du Sud. Et *Wal-Mart* ce n'est pas n'importe qui. Il s'agit de la plus grande entreprise du monde en termes de chiffre d'affaires. En 2003 celui-ci s'est élevé à 245 milliards de dollars (environ 15 fois celui de la *Migros*), la chaîne de supermarchés emploie quelque 1,3 millions de personnes et l'entreprise est un champion de la violation du droit du travail. A l'heure actuelle, environ 10'000 plaintes attendent leur jugement devant les tribunaux américains. Exploitation de sans-papiers, non-paiement d'heures supplémentaires, travail de nuit illégal de jeunes en formation, salaires de misère, sont quelques échantillons de la pratique de ce mastodonte de la vente en détail.

Pas surprenant dans ce contexte que la multinationale interdise toute activité syndicale car, comme le dit la direction : seuls des employé-e-s démotivés ont besoin d'un syndicat et à *Wal-Mart* tout le monde est *happy*.

FRONT PATRONAL VS. FRONT SYNDICAL

Pour se préparer à cette arrivée, les trois firmes concurrentes n'hésitaient pas à lancer une attaque frontale contre leurs salarié-e-s. Elles étaient prêtes à tout pour faire plier les grévistes. Comme l'exprimait sans vergogne un de leurs managers: «*nous investissons dans l'avenir*». Un avenir sans syndicats, sans filet social et avec des salaires indécents.

La *United Food and Commercial Workers Union* (UFCW) qui représente 1,4 millions de membres travaillant dans le secteur de la vente, était consciente de l'enjeu. Si les patrons l'emportaient, la digue était percée et des détériorations massives attendaient au tournant. Pendant longtemps, les grévistes ont tenu bon. Une part appréciable des consommateurs

s'est solidarisée avec la grève et des politiciens comme le maire de Los Angeles, le démocrate James Hahn, les ont publiquement soutenu.

Pourtant, quatre mois et demi après le début du mouvement, ce dernier se solde malheureusement par un relatif échec. Les grévistes, fatigué-e-s et ayant dû vivre avec un salaire de grève de 25\$ par jour, sont rentré-e-s chez eux et ont repris le travail. Les plus anciens parmi eux ne subiront pas des baisses de salaires trop importantes. Quant aux nouveaux arrivés, ils verront leur fiche de paie se rétrécir et vont notamment perdre des subsides à l'assurance-maladie. Les patrons doivent leur succès à leur unité. Dès le début de la grève, ils ont engagé des briseurs de grève et ils ont, en vue de leur situation financière solide, partagé les pertes subies en Californie du Sud.

Ils ont imposé leur *diktat*. Les salaires baisseront.

QUELS ENSEIGNEMENTS ?

La gestion de la grève par l'UFCW a subi une multitude de critiques: insuffisance d'organisation, actions trop locales, absence d'un mouvement de solidarité national avec une des grèves les plus importantes de ces dernières années.

Une chose est certaine : le travail syndical dans le secteur de la vente constitue une tâche extrêmement ardue. Et pourtant il est incontournable car ses salarié-e-s comptent parmi les plus mal payé-e-s, les plus exploité-e-s et les plus maléables. Pas étonnant que ce soit ici – avec les services de nettoyage – que l'on retrouve le plus de sans-papiers à la merci des employeurs.

L'expérience américaine pose également des questions pour la Suisse. Même si la politique patronale apparaît moins violente, pour la future unia, tout comme pour les syndicats américains, la syndicalisation dans ce secteur constituera une des tâches primordiales pour les années à venir.

Philipp Müller

(Sources: *Work, journal syndical du SIB et de la FTMH, n° 3 et 5 2004*.)

USA: L'ESCLAVAGE DES BAS SALAIRES

Deux boulots qui s'enchaînent : employée d'une entreprise de nettoyage qui se vante de ce que ses «filles» frottent le carrelage «à genoux, comme à l'ancienne» la semaine, aide-soignante dans un home pour malades d'Alzheimer le week-end. Le tout pour un salaire à l'heure misérable, des horaires flexibles, sans assurances sociales, ni congé. L'argent gagné? Insuffisant pour payer le loyer d'une minuscule chambre où l'on mange assis sur le lit avec la tête dans les WC, l'essence pour se rendre au travail (45 minutes de voiture) et les quelques chickens avalés au volant entre deux emplois.

Barbara Ehrenreich, journaliste et essayiste américaine, s'est lancée dans une expérience semblable à celle que Günter Wallraff avait tentée en Allemagne durant les années 1980: (sur-)vivre en exerçant les emplois de ceux qui sont en bas de l'échelle sociale. Le récit qu'elle en tire est sans concession pour la «société de service» américaine. Une société dans laquelle le nombre de pièces des appartements des plus riches augmente (17% des nouveaux logements construits en 1999 faisaient plus de 300 mètres carrés) tandis que les conditions d'emploi des défavorisés se rapprochent de l'esclavage.

Du récit de Barbara Ehrenreich se dégage l'image d'une Amérique en trompe l'œil où la vie des riches est aussi creuse et clinquante que dans les sitcoms, mais où les plus pauvres n'ont pas le droit de boire un verre d'eau. Dans ce monde impitoyable pour les plus faibles, inexorablement exploités et condamnés à ne pas s'en sortir, il n'y a pas de solidarité possible entre les travailleurs: les managers veillent à dresser les ouvriers les uns contre les autres au moindre prétexte: «*il y a des vols dans le vestiaire, mais je ne peux pas vous dire qui c'est*» ou «*non, désormais l'usage des toilettes est interdit, certains de vos collègues abusent*».

Barbara Ehrenreich démontre que les droits les plus élémentaires s'arrêtent aux frontières du monde américain des bas salaires. Et que les conséquences de cet état de fait dépassent largement les questions salariales.

Barbara Ehrenreich, *L'Amérique pauvre: comment ne pas survivre en travaillant, Paris: Grasset, 2004, 334 p.*

DOSSIER : UDC : CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

Radiographie de la plus grande force politique du pays

Entre 1991 et 1999, l'UDC a quasiment doublé son poids électoral. Il devenait ainsi le premier parti de Suisse et il a encore progressé lors des élections de 2003 pour atteindre 26.7% des voix. Jamais dans l'histoire suisse, un parti n'a connu pareille ascension politique. Celle-ci s'est finalement concrétisée par l'élection au Conseil fédéral de son principal représentant, Christoph Blocher. L'UDC est par là même devenu le parti dominant de la coalition gouvernementale, et surtout le leader incontesté de la droite. Ce rééquilibrage des rapports de force au sein du «bloc bourgeois» constitue un changement majeur du paysage politique suisse. Au moment où l'UDC et Christoph Blocher atteignent l'apogée de leur ascension politique, il paraissait nécessaire de revenir sur quelques traits saillants du plus grand parti de notre pays.

LES CLEFS DU SUCCÈS DE L'UDC

Les principales étapes de l'ascension fulgurante de l'UDC sont marquées dans un premier temps par le «phagocytage» des petits partis d'extrême-droite, par le grignotage de l'électorat des partis de droite, puis par le soutien explicite des principaux milieux patronaux. Aux élections de 1991, les petits partis d'extrême-droite (Démocrates suisses

et Parti de la Liberté principale) ralliaient encore 10.8% des voix, la droite classique (PRD, PDC et Parti libéral) 42% alors que l'UDC atteignait 11.9%; en octobre 2003, l'extrême-droite avait chuté à 2.8%, la droite classique à 33.9% et l'UDC approchait les 27%.

Ces succès électoraux n'auraient pas été possibles sans la mise sur pied d'une véritable «machine de guerre» politique en campagne permanente et sans le soutien financier de riches bailleurs de fonds. La stratégie de l'UDC suisse, sous l'impulsion de son aile zurichoise, a consisté à progressivement écarter les représentants de la tendance agrarienne traditionnelle pour les remplacer par de «fidèles lieutenants» cantonaux alignés sur les ordres des dirigeants zurichois.

LES CONTRADICTIONS DE L'UDC

S'imposer à la fois comme le parti des classes populaires et obtenir le soutien des milieux patronaux, voilà un des tours de force qu'ont réussi à accomplir l'UDC et Christoph Blocher. A cet égard, la composition de l'électorat de l'UDC est très révélatrice (voir page 9), mais c'est au niveau du contenu de son programme politique que les contradictions sont les plus fortes. Jusqu'à maintenant, la



ASIN: L'association pour une Suisse indépendante et neutre, présidée par Hans Fehr, Conseiller national UDC, compte plus de 30'000 membres et dispose de ressources financières considérables.

rhétorique populiste et xénophobe du parti a permis de masquer ses priorités en matière de politique sociale et économique. Cela se retrouve tout particulièrement dans son programme économique, qui combine à la fois protectionnisme sectoriel et ultra-libéralisme, mais également dans sa politique à l'égard des étrangers. Tout en étant ouvertement xénophobe, l'UDC compte dans ses rangs de nombreux entrepreneurs n'hésitant pas à exploiter une importante main d'œuvre étrangère. Ayant aujourd'hui vraiment «accédé» au Conseil fédéral, le «parti du peuple» aura beaucoup plus de peine à gérer ses contradictions.

LA GAUCHE INTERPELLÉE...

Face à l'ascension de l'UDC, la gauche, et le PS en particulier, se trouve directement interpellé. Alors que l'UDC a réussi à s'imposer comme le principal parti d'opposition à un gouvernement de coalition, déjà largement dominé par la droite, le PS se trouve aujourd'hui dans une situation complètement nouvelle. Avec un Conseil fédéral et un parlement de plus en plus marqué à droite, c'est clairement le PS qui doit devenir la seule opposition crédible, et cela malgré son maintien au Conseil fédéral. Dans ce contexte, le PSS se doit aussi de repenser sa stratégie politique...

André Mach

De la marge au centre du bloc bourgeois

Au début, il y a la grève générale de 1918. Bien que vers la fin du 19^{ème} siècle les paysans et artisans émergent au premier plan...

6

La transformation interne de l'UDC

Revenons un peu en arrière. En janvier 1993, l'Union Démocratique du Centre (UDC) tient un congrès national à Payerne...

7

Les très chers amis millionnaires de l'UDC

Les lois sur le financement des partis politiques en Suisse étant quasiment inexistantes, il n'est pas évident de savoir qui finance l'UDC...

8

L'UDC se construit une nouvelle base électorale

Les premières analyses de l'après 19 octobre sont formelles. Vous êtes un retraité de plus de 66 ans, vivant dans la campagne...

9

Contre l'Etat et vive la loi de la jungle

Concilier à la fois le soutien des milieux patronaux, et être le parti obtenant les meilleurs résultats électoraux parmi les revenus les plus modestes...

10

Quand xénophobie rime avec stratégie

«Ce sont les thèmes émotionnels qui font recette: la drogue, les étrangers et l'aide aux marginaux ou la circulation...

11

Quelles réponses et quelles stratégies de la gauche face à l'UDC?

Dans un monde qui ne satisfait pas les besoins de toutes et de tous, le rôle de la gauche est de faire voir simplement ce qui est...

12

DOSSIER : UDC : CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

De la marge au centre du bloc bourgeois

L'ancêtre de l'actuelle UDC avait deux missions: représenter les paysans et petits-bourgeois protestants et servir de fer de lance anti-socialiste du bloc bourgeois. Aujourd'hui, les anciens «agrariens» sont considérés par une partie des milieux économiques et financiers comme son porte-parole.

Au début, il y a la grève générale de 1918. Bien que vers la fin du 19^{ème} siècle les paysans et artisans émergent au premier plan de la politique helvétique, un parti défendant exclusivement leurs intérêts fait défaut. Ce sera chose faite dans les mois qui suivent le principal conflit social de la Suisse moderne.

REPRÉSENTER LES INTÉRÊTS PAYSANS: DE LA GRÈVE GÉNÉRALE À L'APRÈS-GUERRE

En 1919 est fondé le parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) dans le canton de Berne. Une bonne part de ses membres sont issus des rangs du parti radical et/ou ont servi dans les gardes civiques – troupes de choc anti-grévistes de la droite helvétique. Objectif: renforcer le bloc bourgeois dans sa lutte «anti-bolchevique» et défendre les intérêts paysans et artisanaux – essentiellement ceux des grands et moyens agriculteurs, des gros commerçants de détail et d'une partie de l'artisanat qui se sentent délaissés par les radicaux dans les grands cantons protestants de Suisse (allemande).

Conséquence de l'accroissement du poids électoral du PAB durant les années 1920 et de certaines craintes radicales et catholique-conservatrices de voir la paysannerie se tourner vers les socialistes, Rudolf Minger, paysan-aristocrate bernois, entre au Conseil fédéral en 1929, à l'heure où le parti est présent aussi bien dans les cantons de Zurich, de Schaffhouse, qu'en Thurgovie et Argovie et dans le canton de Vaud. En 1936, ces partis cantonaux se fédèrent au niveau national et donnent nais-

sance au Parti des paysans, artisans et indépendants (PAI).

Son programme ne se modifie guère pendant les décennies suivantes. Défense spirituelle nationale, anti-socialisme virulent, mais avant tout protection du monde paysan et artisanal, sont les trois des principaux mots d'ordre du PAI auxquels il faut ajouter un autre combat, commun à toute la droite: la lutte contre les étrangers. L'exemple le plus détestable de cette politique menée d'entente avec les autres partis bourgeois est également le plus tristement fameux. En pleine Deuxième Guerre mondiale, c'est le conseiller fédéral PAI, le patricien bernois Edouard von Steiger, qui ordonne, en août 1942, de fermer les frontières aux réfugiés civils et prononce cette terrible phrase: «la barque est pleine». Pour des milliers de réfugiés juifs, elle signifie la mort.

Pendant la période de croissance qui succède à la guerre, le PAI mène, à l'instar de la plupart des autres partis politiques, une vie relativement tranquille. Ayant obtenu la poursuite d'une politique agricole de type planiste, les agrariens s'installent dans leur rôle de «petit frère» des radicaux et catholiques-conservateurs.

RÉSURGENCE DE LA XÉNOPHOBIE

Arrivent les années 1970. La thématique de la «surpopulation» étrangère, fortement présente pendant l'entre-deux-guerres, se trouve à nouveau au centre des débats politiques. La première initia-

tive «Schwarzenbach», rejetée *in extremis* en 1970, constitue un véritable coup d'envoi pour la renaissance d'une extrême-droite xénophobe organisée.

Du côté des agrariens, rien ne laisse encore présager l'évolution des années 1990. En 1971 est fondée l'UDC issue de la fusion entre le PAI et les partis démocrates des Grisons et de Glaris. Vers la fin de la décennie, en 1979, un certain Christoph Blocher, jeune politicien-entrepreneur, accède à la présidence de la section zurichoise de l'UDC. Avec lui, le parti subit une réorientation fondamentale.

AVÈNEMENT DU NATIONAL-POPULISME NÉO-CONSERVATEUR

Blocher reprend à son compte la plupart des mots d'ordre de l'extrême-droite – diatribes contre la surpopulation étrangère, appel à la défense de l'indépendance de la Suisse, attaques virulentes contre «l'Etatisme» – et s'entoure de lieutenants tels que Ulrich Schlüer, ancien bras droit de James Schwarzenbach, ou Walter Frey, héritier de l'empire automobile Emil Frey SA.

Sur le plan électoral, cette réorientation peine encore à porter ses fruits. Mais durant les années 1990 l'électorat UDC passe de 12% à presque 27% en douze ans. La recette de ce succès est aussi efficace que perverse. Premièrement: profiter du sentiment d'insécurité générale au sein de larges couches de la population en désignant les requérants d'asile et la soi-disant «vente aux enchères de la

patrie» par les partis favorables à l'intégration européenne comme principaux responsables d'une crise d'identité helvétique. Une démarche qui s'avère payante. Non seulement l'ancien électoralat d'extrême-droite retrouve une nouvelle patrie au sein de l'UDC mais le parti blocherien ratisse large auprès des patrons de petits et moyennes entreprises. Et – fait nouveau – chez une partie des cadres du monde de la finance. C'est que, deuxième clef de succès, l'UDC se transforme en porte-parole incontesté d'un capitalisme débridé et néolibéral tout en réussissant à se faire passer pour le défenseur des intérêts des secteurs économiques tournés vers le marché intérieur. Pendant ce temps, les radicaux s'entre-déchirent alors que les démocrates-chrétiens cherchent leur centre et permettent, en passant, à l'UDC de conquérir les anciennes citadelles catholiques.

Manquait encore le soutien des principaux milieux dirigeants. Et là aussi, le vent tourne en faveur de l'UDC. Aux rapports tendus du début des années 1990, se substitue dès la fin de la décennie un appui de plus en plus ouvert. Considérant qu'en adhérant à l'Union européenne l'économie et la place financière helvétiques perdraient des avantages compétitifs de taille, la majorité des dirigeants suisses se déclare, en décembre 2003, ouvertement favorables à l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral. L'UDC devient la force dominante du bloc bourgeois.

Philipp Müller

DOSSIER : UDC : CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

La transformation interne de l'UDC

La croissance électorale fulgurante de l'UDC ces dernières années s'est accompagnée d'un processus de transformation interne du parti qui a fait de l'ancienne fraction «agrarienne» le parti d'avant-garde des milieux économiques.

Revenons un peu en arrière. En janvier 1993, l'Union Démocratique du Centre (UDC) tient un congrès national à Payerne. Jean Fattebert, délégué vaudois, est chargé du discours d'ouverture: «*Si le parti devait dévier vers une droite extrême et populiste, il ne fait pas de doute que le parti vaudois reprendrait sa totale indépendance*». Douze ans plus tard, le même Fattebert est vice-président d'un parti entièrement aligné sur son aile dure, et Christoph Blocher conseiller fédéral. L'aile populiste a triomphé, l'UDC vaudoise n'a pas fait sécession...

L'anecdote est piquante, et on pourrait se borner à la mentionner en ajoutant que les élus du parti de Blocher n'ont jamais beaucoup pratiqué la cohérence. Mais elle témoigne aussi des transformations internes très importantes qu'a connues l'UDC ces dix dernières années qui a abandonné sa dominante agrarienne pour devenir le parti d'avant-garde des milieux économiques.

TENSIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

La campagne contre l'Espace Economique Européen (EEE) a permis à Blocher de monter – avec l'Association pour une Suisse Indépendante et Neutre (ASIN) – une véritable machine de guerre électorale. Ratissant à l'époque d'abord auprès d'un électoral populaire conservateur ou d'extrême-droite, Blocher suscite le doute auprès des milieux économiques traditionnels. Ses déclarations tonitruantes, ses méthodes populistes inquiètent.

A cette époque, la bourgeoisie helvétique se trouve devant un choix important. D'un

côté, elle pourrait choisir de se rapprocher de l'Union Européenne (UE), comme le propose le parti Radical qui la représente traditionnellement. Mais se faisant, elle risque d'être confrontée à une concurrence accrue et de perdre ses «avantages comparatifs» (secret bancaire, faible régulation de la place financière, *swiss made corporate-governance*, politique monétaire autonome...). D'un autre côté, elle pourrait jouer l'*Alleingang*, conserver les avantages qui font de sa place financière une des plus importantes du monde; mais elle handicaperait alors gravement ses secteurs industriels exportateurs, dont la survie dépend d'un rapprochement avec l'Europe. Peu à peu, crise des années 1990 aidant, le choix s'opère en faveur de la seconde solution. L'UDC sait alors convaincre les milieux économiques les plus néolibéraux et conservateurs qu'elle sera leur parti – tout en apparaissant comme un parti authentiquement populaire: n'a-t-elle pas bénéficié d'un ralliement massif des classes moyennes inférieures, farouchement hostiles à l'ouverture économique, conservatrices et menacées de paupérisation par la récession?

L'AILE BLOCHERIEUNE S'IMPOSE

L'aile zurichoise du Parti sera le fer de lance de cette alliance entre milieux économiques et nouvelle UDC version *neinsager*. Mais une telle alliance ne peut se faire qu'au prix d'une conquête de l'appareil interne du parti: il s'agit d'éliminer la tendance agrarienne, plus centriste, et de la remplacer par un personnel inféodé à la nouvelle aile néolibérale et conservatrice.

En Suisse romande, de



Emil Frey AG: Grande entreprise zurichoise d'importation de voitures, dirigée par Walter Frey. Ce dernier a longtemps été président de l'UDC de la ville de Zurich et conseiller national. Sa fortune personnelle estimée à plus de 700 millions de francs fait de lui un des gros financiers de l'UDC.

nouveaux dirigeants sont recrutés. Yvan Perrin, l'inspecteur de police neuchâtelois qui confesse de lui-même: «*Je n'ai pas de caractère particulier qui mérite une attention quelconque [...] c'est ce que je dis lorsque je prétends être d'une banalité affligeante*» (Interview *rtn.ch*, mardi 30.09.2003) et qui a fait son travail de maturité sur *Mein Kampf* est un exemple de ces présidents cantonaux totalement alignés sur la tendance zurichoise. De tels exemples pourraient être multipliés: qu'on pense à l'ex-président de l'UDC valaisanne Oskar Freysinger, à Jacques Pagan (administrateur d'*ARS ANTIQUA SA*, membre du Conseil d'administration de *AB Finances Investissements SA* ou de *AJTZ SA*) à Genève, ou à Jean-François Rime, industriel de Bulle qui confesse son admiration pour Christoph Blocher («*brillant entrepreneur*»). Les anciens agrariens ont été écartés ou convertis – comme Jean Fattebert.

UN «PARTI DU PEUPLE» QUI MÉPRISE LA DÉMOCRATIE

Aujourd'hui, l'UDC a réussi le début de son pari: pre-

mier parti bourgeois de Suisse, avec deux conseillers fédéraux, elle se trouve dans une position de force qui lui permet d'allier des propos conservateurs et xénophobes, une doctrine économique néolibérale et une apparence de «parti populaire» sans contradiction apparente. Il peut sembler inévitable que les failles idéologiques ou organisationnelles qui résultent d'un processus rapide de construction conduisent à une rapide perte de vitesse de l'UDC; cette perte de vitesse sera peut-être accrue par les conséquences concrètes de la politique néolibérale conservatrice qu'elle mijote, en matière de politique étrangère ou de politique sociale. D'un autre côté, la force de ce parti nouveau et en pleine ascension réside précisément dans sa capacité à occulter – souvent au prix de pratiques autoritaires – les contradictions entre les aspirations de sa base électorale et celles de son appareil dirigeant. A la gauche de faire éclater au grand jour les contradictions de l'UDC.

Olivier Longchamp

DOSSIER: UDC: CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

Les très chers amis millionnaires de l'UDC

Les lois sur le financement des partis politiques en Suisse étant quasiment inexistantes, il n'est pas évident de savoir qui finance l'UDC. Quelques indications concordantes témoignent pourtant de l'importance des moyens qui sont à sa disposition. Et du soutien toujours plus important dont l'UDC bénéficie parmi les milieux économiques.

UNE ASCENSION PAYÉE À COUPS DE MILLIONS

L'ascension de l'UDC s'est faite à coup de millions: de 1996 à 1998, l'UDC a dépensé en publicité rien qu'à Zurich 5.4 millions de francs, soit onze fois plus que le PDC (*L'Hebdo* 26 août 1999). Une initiative risque-t-elle de ne pas aboutir faute de signa-

tures? Suivant la proposition du député lucernois Josef Huber, l'UDC se permet en mai 1995 de payer trois francs chaque signature de l'initiative limitant à 18% la proportion d'étrangers en Suisse (NQ 29.5.1995).

Dans le combat mené par Christoph Blocher contre l'aile agrarienne «bernoise» de son parti, l'ASIN joua également un rôle de trésorier efficace: en 1995, le budget officiel de l'ASIN était de 1.2 millions de francs. Aujourd'hui, l'association comprend quelque 34'000 «membres et donateurs» et, selon ses propres informations, a dépensé 3.6 millions de francs en 2002 – dont 2.9 millions pour de la propagande et de la publicité (www.asin.ch). Cette dernière somme représente l'équivalent de

6 fois le «budget de combat» du PSS pour les votations du 16 mai prochain. Au passage, il peut être intéressant de noter que les recettes de l'ASIN s'élèvent depuis 2001 à environ deux tiers de ses dépenses... ce qui fait de l'ASIN une association chroniquement déficitaire, probablement renflouée par quelques riches donateurs.

DE GÉNÉREUX MÉCÈNES

Il est de notoriété publique que la section zurichoise de l'UDC a été de longue date soutenue financièrement par Blocher lui-même – qui du haut de ses 1.4 milliards de dollars est tout de même détenteur de la 303^{ème} fortune mondiale (www.forbes.com) – et par Walter Frey, le célèbre importateur de voitures (Emil Frey SA) et ancien conseiller national. Parmi les riches mécènes actuels, on évoque Werner Spross, financier et propriétaire immobilier (fortune selon «Bilanz»: 400-500 millions de francs), Peter Spühler (patron de Stadler Rail, fortune selon «Bilanz» entre 100 et 200

millions de francs), Hermann Weigold, ex-président de la banque cantonale de Zurich. D'autres «sympathisants» apportent aussi – occasionnellement au moins – leur obole à la cause du «parti populaire». On pense ici à Dietrich Bührle (de la célèbre fabrique d'armes – fortune 300-400 millions de francs), qui s'est payé le luxe en décembre passé d'une annonce pleine page dans la NZZ pour demander trois conseillers fédéraux UDC, à Adriano Agosti, le patron de la Weltwoche et de Bilanz, ou à Thomas Matter, le président du Conseil d'administration de la Swissfirst Bank (fortune estimée à 200-300 millions de francs). Celui-ci reconnaît d'ailleurs à demi-mot que sa banque elle-même sponsorise un ou plusieurs partis politiques (*Cash*: 12.12.2003).

Un autre détail intéressant: voici un peu plus d'une année, l'UDC a fondé à Zug (paradis fiscal) une «Fondation pour la politique bourgeoise» destinée à devenir à brève échéance une «UDC-academy». Son président est Hans Kaufmann, le penseur économique de l'UDC (voir encadré p. 10) qui est par ailleurs membre du Conseil d'administration de la Swissfirst Bank de Thomas Matter (voir ci-dessus). Par quelles «caisses noires» est alimentée une telle fondation?

Olivier Longchamp



EMS-Chemie: L'ancienne entreprise de Christoph Blocher, dont la fortune personnelle estimée par Bilanz atteint les deux milliards de francs. Un autre gros sponsor de l'UDC et de lui-même.

MERZ DÉFEND LE PAQUET FISCAL



QUAND L'UDC VOULAIT PRIVATISER L'AVS ET ÉLEVER L'ÂGE DE LA RETRAITE À 68 ANS...

En mars 2000, quelques mois après les élections fédérales de 1999, le Congrès de l'UDC adoptait un papier sur l'avenir des retraites. Ce texte d'orientation proposait notamment de réduire le rôle de l'AVS à une rente minimale et de renforcer le deuxième pilier. Chaque salarié-e serait responsable de compléter sa rente minimale AVS par une prévoyance retraite individualisée, basée sur le système de capitalisation. En même temps, le président de l'UDC, Ueli Maurer, préconisait d'augmenter l'âge de la retraite à 67 ou 68 ans.

De telles propositions portaient clairement l'empreinte de Martin Ebner, ami proche de Blocher, qui était favorable à une diminution du rôle des assurances collectives au profit d'une prévoyance individuelle, que ses sociétés d'investissement ne manqueraient de placer sur les marchés financiers, en empochant par la même occasion de juteux bénéfices.

Suite au tollé suscité par ces propositions, largement médiatisées par le *Blick*, l'UDC les retira rapidement de ses priorités politiques...

DOSSIER : UDC : CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

L'UDC se construit une nouvelle base électorale

Les bas revenus et les retraités préfèrent lorgner du côté de l'UDC plutôt que du côté du PSS.

Par Michaël Girod,
Université de Lausanne.

Les premières analyses de l'après 19 octobre sont formelles. Vous êtes un retraité de plus de 66 ans, vivant dans la campagne protestante suisse alémanique, de formation élémentaire et disposant d'une AVS inférieure à 3000 francs? Vous réunissez toutes les conditions pour voter l'Union démocratique du centre (UDC). Si vous êtes un-e citadin-e de 18 à 39 ans, sans confession particulière, de formation supérieure, et disposant d'un revenu de plus de 9000 francs par mois, votre bulletin de vote se dirigera vers le Parti socialiste suisse (PSS) (Voir tableaux ci-dessous).

UNE PERCÉE EN SUISSE ROMANDE...

En 2003, sur les onze nouveaux sièges gagnés par l'UDC, sept le sont en Suisse romande, et plus particulièrement dans les cantons de Genève et Vaud (+2 chacun), Neuchâtel, Fribourg et Valais (+1 chacun). Dans les cantons catholiques de Fribourg et du Valais, le clivage confessionnel est définitivement enterré. A défaut de ramener le Parti Démocrate Chrétien (PDC) dans le «droit chemin», l'UDC prend sous son aile toutes les brebis démocrates-chrétiennes égarées par l'ouverture de leur parti sur l'interruption volontaire de grossesse, le partenariat homosexuel, l'assurance maternité ou le dialogue inter-religieux. En Valais, cet électorat se reconnaît parfaitement dans les prises de position xénophobes et sexistes d'un Oskar Freysinger qui traite les dictateurs africains et sud-américains de «macaque» et qui trouvait, en 2002, le sexe de Tony Bortoluzzi, ancien candidat à la succession de Ruth Dreifuss, trop gros pour le Conseil fédéral.

... QUI SÉDUIT LES REVENUS MODESTES, DONT LES RETRAITÉS

Entre 1999 et 2003, non seulement l'UDC conserve une assise électorale stable auprès de l'électorat paysan et artisan, mais fait une percée significative auprès des couches modestes et peu formées de la société, notamment les employés avec ou sans formation professionnelle. Si le PSS et le PRD sont le plus souvent choisis par les électeurs et les électrices qui disposent d'une formation élevée (Université ou Haute Ecole) et d'un revenu supérieur à 9000 francs, l'UDC possède une assise électorale très forte auprès des revenus inférieurs à 3000 francs (37%), des revenus moyens (26%), moyen-supérieurs (28%) et de l'électorat disposant d'une formation élémentaire (43%) ou intermédiaire (30%). Une tendance que les observateurs constatent en Suisse romande et alémanique. A Zurich, dans les quartiers populaires de See-

bach, Schwamendingen ou Oerlikon, les élus socialistes sont mis sous pression par la rhétorique d'appartenance communautaire et de souveraineté nationale, déployée par les membres de l'UDC auprès des catégories sociales les plus modestes. Ce discours communautaire, dirigé contre les étrangers et les requérants d'asile, séduit tout particulièrement une autre couche de la population au revenu modeste, les retraité-e-s (31%). Cet électorat, que le PSS a de la peine à mobiliser (17%), soutient paradoxalement un parti dont le leader proposait, en mars 2000 encore, dans les colonnes du *Blick*, la privatisation de l'AVS et la retraite à 68 ans... avant de défendre pour la législature 2003-

2007 un âge de la retraite pour les femmes et les hommes à 65 ans (!).

VERS UNE EXACERBATION DES CONTRADICTIONS ...

La présence de Christoph Blocher au Conseil fédéral donne une visibilité plus grande aux contradictions qui traversent son parti. Le tribun zurichois ne déclarait-il pas vouloir subventionner Suisse tourisme à hauteur de 1 franc, alors que le programme du parti souligne sans équivoque l'importance capitale du tourisme en Suisse? Son électorat valaisan appréciera. A force de vouloir ménager la chèvre et le chou, le grand écart électoraliste de l'UDC va s'avérer douloureux. Au PSS d'en profiter...



Die Weltwoche: Depuis la prise de contrôle du groupe Jean Frey (Weltwoche, Bilan, Beobachter) par un nouveau groupe d'actionnaires proches de l'UDC, dont le financier Titto Tettamanti, l'hebdomadaire traditionnellement de centre gauche soutient ouvertement l'UDC. Le directeur exécutif du groupe Jean Frey n'est autre que Filippo Leutenegger, conseiller national radical, proche de l'UDC.

CHOIX DU PARTI SELON LE REVENU DU MÉNAGE (entre parenthèses différences avec 1999)

	≤ 3000	3000-5000	5000-7000	7000-9000	≥ 9000
UDC	37% (+11%)	26% (+8%)	28% (+6%)	20% (-4%)	22% (-3%)
PSS	12% (-1%)	26% (+3%)	23% (-3%)	26% (-5%)	29% (+11%)
PRD	16% (-5%)	14% (-10%)	15% (-2%)	25% (+3%)	23% (+4%)
PDC	21% (+4%)	19% (+4%)	12% (-2%)	15% (+2%)	13% (-5%)

CHOIX DU PARTI SELON LE NIVEAU DE FORMATION (entre parenthèses différences avec 1999)

	Bas	Moyen	Elevé
UDC		30% (+2%)	19% (+5%)
PSS	18% (+4%)	23% (+2%)	27% (-2%)
PRD	8% (-13%)	18% (-2%)	20% (-1%)
PDC	21% (-)	15% (+1%)	12% (-3%)

CHOIX DU PARTI SELON L'ÂGE (entre parenthèses différences avec 1999)

	18 - 39 ans	40 - 65 ans	66 ans et plus
UDC	25% (-2%)	27% (+5%)	31% (+9%)
PSS	28% (+3%)	24% (-)	17% (-)
PRD	13% (-1%)	20% (+4%)	22% (-2%)
PDC	11% (-3%)	16% (-)	17% (-2%)

Ces données sont tirées du rapport GFS sur les élections nationales du 19 octobre 2003, disponible sous www.politrends.ch/nachanalyse/welcome.html. Le faible nombre des personnes interrogées pour chacun des partis nous invite à la prudence quant à une trop grande généralisation des résultats.

DOSSIER: UDC: CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

Contre l'Etat et vive la loi de la jungle

Les propositions dans le domaine économique ne font pas la une de la propagande de l'UDC, pourtant c'est une préoccupation centrale de ses têtes pensantes.

Concilier à la fois le soutien des milieux patronaux, et être le parti obtenant les meilleurs résultats électoraux parmi les revenus les plus modestes: tel est un des secrets des succès de l'UDC. La politique économique de l'UDC, au sens large englobant à la fois la politique financière, les interventions de l'Etat et la politique sociale, est particulièrement révélatrice des contradictions entre ses élites dirigeantes, très largement zurichoises, issues des milieux patronaux, et favorables à une politique néo-libérale (voir encadré ci-dessous), et la grande majorité de ses membres et de son électorat.

ANTI-ÉTATISME ET RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE

Un des leitmotifs de la politique économique de l'UDC

réside dans le refrain classique du «Moins d'Etat» que le Parti radical avait déjà utilisé comme slogan électoral dès 1979. Moins d'impôts, moins de bureaucratie, moins de dépenses publiques et plus de responsabilité individuelle constituent la ligne de force de l'UDC. Les propositions de l'UDC vont toutes dans le sens d'une diminution des impôts, surtout pour les catégories les plus aisées, et d'une réduction des dépenses publiques, en particulier dans le domaine social. Cette politique se traduit par une stigmatisation constante des catégories sociales les plus faibles: les requérant-e-s d'asile, les étranger-ère-s, les invalides ou encore les femmes, etc... Des catégories sociales qui ne feraient que vivre au crochet de l'Etat et du «peuple suisse travailleur». Derrière cette politique

du «bouc émissaire» se cache une stratégie bien plus cynique et ambitieuse visant à remettre en cause toutes les formes de redistribution des richesses en faveur des plus faibles.

Cet anti-étatisme se prolonge au niveau international par l'opposition à toute forme de construction politique, comme l'Union européenne, qui viserait à réglementer quelque peu le libéralisme triomphant. En revanche, les politiques de l'OMC ou du FMI, très largement favorables aux mesures de libéralisation économique, échappent à la critique de l'UDC.

ENTRE ULTRA-LIBÉRALISME ET ÉLECTORALISME

Une autre caractéristique de la politique économique de l'UDC réside dans sa capacité à

combiner ultra-libéralisme et patriotisme. Alors que Blocher ne cesse de se référer aux économistes les plus néo-libéraux, il reste beaucoup plus flou lorsque des sujets politiques peuvent concerner sa clientèle électorale. Sur toutes les questions qui risqueraient de menacer les milieux paysans, les petits artisans et autres catégories sociales déstabilisées par la mondialisation économique, l'UDC garde un profil bien moins clair. Cette défense de certains intérêts sectoriels répond essentiellement à une préoccupation électorale. D'un autre côté, la défense intransigeante de la place financière suisse, et du secret bancaire en particulier, permet à l'UDC d'obtenir le soutien des milieux bancaires, de plus en plus restrictifs dans leur politique de crédit à l'égard des PME.

L'ORIENTATION NÉO-LIBÉRALE VA DOMINER AU CONSEIL FÉDÉRAL

Cette stratégie d'équilibrisme entre une orientation néo-libérale et un souci électoraliste était encore assez facile à jouer lorsque l'UDC se trouvait dans l'opposition. Cependant, une fois installé au Conseil fédéral, les contradictions entre les convictions idéologiques de ses dirigeants et la grande majorité de ses membres et de son électorat ne vont pas manquer de surgir au grand jour. A ce propos, il ne fait pas de doute que, malgré les quelques bébels en faveur d'intérêts sectoriels, l'orientation générale du nouveau Conseil fédéral sera avant tout dictée par les convictions néo-libérales de leurs principaux représentants. En ce qui concerne les services publics, les assurances sociales ou les finances publiques, Blocher, Couchepin, Merz, Schmid et Deiss vont imposer un net durcissement de la politique du gouvernement, qui ne manquera pas de susciter la désapprobation des électeurs de base de l'UDC. A ce propos, la force de l'UDC est encore fragile..., mais cela dépendra très largement de la capacité de la gauche à mettre le doigt là où ça fait mal à l'UDC.

MORCEAUX CHOISIS DE HANS KAUFMANN, CONSEILLER NATIONAL ZURICHOIS ET PENSEUR ÉCONOMIQUE DE L'UDC

SUR LES FINANCES ET LA FISCALITÉ:

«Il faut absolument appliquer la paquet fiscal. Mais, comme celui-ci a exclu les entreprises, la deuxième priorité est de faire un geste en leur faveur et en celle des investisseurs institutionnels. Je pense à l'abolition de la double taxation des entreprises, du droit d'émission, des impôts à l'achat et à la vente d'immeubles ou encore du droit de timbre pour les caisses de pension dans un premier temps, pour tout le monde à long terme.»

«Il faudrait diminuer la progressivité fiscale pour que les gens aisés restent en Suisse. Mais, ce point ne constitue pas une priorité pour nous car le moment n'est pas bien choisi. Et les riches peuvent facilement diminuer leurs impôts grâce à des structures comme les fondations.»

SUR L'AVS:

«La retraite à 67 ans ne pose pas de problème, pour autant que l'on travaille effectivement jusqu'à cet âge. Or, il faut être réaliste, l'âge réel de retraite est plus bas. Il faut donc déjà renoncer aux retraites anticipées et abandonner l'indice mixte.»

SUR LA FORMATION:

«Il faut améliorer la formation. Non en lui octroyant davantage de moyens, bien au contraire, mais en augmentant la qualité des études, en poussant les étudiants vers des matières utiles à l'économie et en regroupant les centres de formation.»

SUR LES ALLOCATIONS CHÔMAGE:

«Par ailleurs, il faudrait aussi contraindre certains Suisses à accepter les travaux non-qualifiés, en réduisant par exemple les allocations chômage en cas de refus.»

Tiré de: Le Temps, 1.11.2003

André Mach

DOSSIER : UDC : CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

Quand xénophobie rime avec stratégie

«Ce sont les thèmes émotionnels qui font recette: la drogue, les étrangers et l'aide aux marginaux ou la circulation. (...) C'est vrai que nous exagérons consciemment. Mais parce que nous devons nous battre contre la socialisation de la société. (...) Nos adversaires veulent établir l'égalité là où il n'y en a pas.» (Le Temps, 27.09.99).

Cette citation de Karl Schroeder, secrétaire de l'UDC-Ville de Zurich, reflète pour une bonne part la politique de l'UDC à l'égard des étrangers : le discours oscille entre stratégie électorale et racisme.

LEÇON N°1: INSTRUMENTALISER LE THÈME DE LA XÉNOPHOBIE

Depuis une dizaine d'années, l'UDC a mis en œuvre un plan consistant à reprendre à bon compte les thèmes et revendications nationalistes et xénophobes de petits partis minoritaires tels que les *Démocrates Suisses (Action Nationale)*, le *Parti suisse de la liberté (Parti des automobilistes)* ou la *Lega dei Ticinesi*. Ces différentes mouvances nationales-populistes, présentes dans le champ politique suisse à partir des années 1970, ont de ce fait été absorbées en terme électoral par la «nouvelle» UDC des années 1990 qui n'hésite pas à prôner la lutte contre l'immigration et les «faux réfugiés». Belle manœuvre de l'UDC qui a réussi à instrumentaliser le thème de la xénophobie et à écraser de son poids des partis qui peuvent être qualifiés d'extrémistes de droite.

LEÇON N°2: PRODUIRE UN DISCOURS RACISTE ET NATIONALISTE

La xénophobie, souvent teintée de racisme, est profondément ancrée dans les discours du parti et va au-delà de la construction instrumentale évoquée ci-dessus. Voyons de plus près le contenu de ces allégations.

Tout d'abord, la cible: il s'agit des «étrangers», terme fourre-tout et label de vente pour l'UDC. Tout y passe, de l'immigré dit traditionnel au «faux» requérant jusqu'au naturalisé «douteux». Les fondements idéologiques de cette rhétorique sont simples. D'abord, la Suisse n'est pas considérée comme un pays d'immigration : l'UDC rejette donc le statut historique de terre d'accueil dont la Suisse se prévaut en mettant l'accent sur la pureté mythifiée et le passé légendaire du pays, «souillé» par la présence étrangère. Ensuite, le parti part du principe que les individus de nationalité étrangère présents – tous statuts confondus – sont des «profiteurs», venus uniquement pour des raisons économiques, ce qui n'empêche pas les entrepreneurs de l'UDC de recourir à cette main d'œuvre. Enfin, domine l'idée selon laquelle «la multicultural détruit la culture» (UDC Zürich-ville, *Konzept zur Ausländerpolitik*, 1999, p.21), faisant ainsi allusion aux cultures non-chrétiennes, perçues comme «inassimilables» à la société helvétique.

RÉSULTATS CONCRETS DE LA COMBINAISON

La «formule puante» dans le discours sur les étrangers de l'UDC pourrait donc se résumer en quelques mots: populisme, simplisme, intolérance, xénophobie, manipulation. Concrètement, les imputations se profilent de la sorte: les requérants d'asile? Ce sont les boucs émissaires principaux, dépeints comme des malhonnêtes qui de surcroît seraient des criminels («chouchoutés par la gauche»). Les immigrés «classiques»? Eux se doivent de le rester car même si la naturalisation est envisagée comme la «dernière étape» de l'assimilation (le concept d'intégration

Schweizerzeit: bi-mensuel, tiré à plus de 23'000 exemplaires et avec une ligne très conservatrice. Son rédacteur en chef, Hans Schliuer, est conseiller national UDC et ancien secrétaire du Parti xénophobe des républicains dans les années 1970.

n'existe pas à l'UDC), souvent, ils en abusent pour des raisons «obscurcs». Les 2^e et 3^e générations? Qu'ils le demeurent aussi, le droit du sang faisant foi dans le système de nationalité et de citoyenneté en Suisse et la nationalité automatique pour ces individus étant «intenable» aux dires non argumentés du parti. Enfin, les sans-papiers? Qu'on les renvoie, sans plus.

Au-delà de ces constatations, n'oublions pas de dénoncer ces attaques à l'égard des résidents étrangers en Suisse, vidés de leur humanité et de leurs trajectoires propres par les discours d'un parti qui a su tirer son épingle du jeu en instrumentalisant et prônant la peur et la haine de l'Autre.

Rebecca Ruiz

ET EN PRATIQUE?

A l'UDC, il y a le discours (cf. plus haut) et il y a aussi la pratique, au quotidien. Parler du parti et de sa vision des «étrangers» implique de souligner la position ambiguë de l'UDC qui n'hésite pas à exiger le renvoi immédiat des sans-papiers et la limitation de l'immigration alors qu'un de ses ténors, Jean Fattebert, n'a pas hésité à déclarer publiquement avoir recouru à des clandestins polonais dans ses champs de tabac en 2001.

Ces pratiques du conseiller national vaudois ne sont que le reflet des buts contradictoires de l'UDC: enrayer l'immigration et la clandestinité mais pouvoir recourir à une main d'œuvre étrangère bon marché. Leur solution? Réintroduire un statut de saisonnier permettant aux étrangers de venir travailler sur appel pour une durée limitée et sans regroupement familial et permettre à la Suisse d'aller se servir en «bras» là où la main d'œuvre accepte encore – par nécessité – leurs dures conditions de travail.

Au regard de ces intentions rétrogrades et dégradantes, on comprend dès lors, entre autres, les intérêts de l'UDC à s'opposer si farouchement à l'élargissement des accords bilatéraux aux nouveaux pays de l'Est, et surtout aux mesures d'accompagnement (extension facilitée des CCT et salaire minimum) censées empêcher le *dumping* salarial pratiqués dans leurs rangs.

DOSSIER: UDC: CHEF DE CAMP DU BLOC BOURGEOIS

Quelles réponses et quelles stratégies de la gauche face à l'UDC?

Pour regagner du terrain face au parti de Blocher, la gauche doit mettre au centre de sa politique la revendication d'un partage plus juste des richesses.

Par Pierre-Yves Maillard,
vice-président du PSS.

Dans un monde qui ne satisfait pas les besoins de toutes et de tous, le rôle de la gauche est de faire voir simplement ce qui est: la répartition inégale des richesses. Elle montre depuis ses origines une opposition d'intérêts entre riches et pauvres, bourgeois et travailleurs, actionnaires et salariés, «eux» et «nous». Nous mettons en cause des réalités aussi inconcevables que celles-ci: qu'est-ce qui peut justifier que les quatre enfants Blocher reçoivent sous forme de dividendes chacun en un an l'équivalent de 500 ans de salaire d'un ouvrier de chez EMS-Chemie? Et de quel adjectif doit-on qualifier un gouvernement qui face à cette réalité estime avoir les moyens de baisser les impôts des enfants Blocher alors qu'il s'interroge sur sa capacité à financer la retraite à 65 ans des ouvriers d'EMS-Chemie et de tous les autres?

La lutte pour le pouvoir entre la gauche et la droite ou l'extrême-droite devrait donc être inégale, tant le réel parle pour les réformes que nous proposons contre ce qu'ils sont incapables de faire: améliorer le sort des gens. Pourtant ils sont plus forts qu'ils devraient être et les dernières années les ont vu se renforcer de manière spectaculaire. Evidemment, ils ont l'argent et certains empires de presse. Mais leur succès est aussi notre échec, nos erreurs qu'il faut analyser avant de définir une stratégie.

REGAGNER LES CLASSES MODESTES...

L'UDC recueille des résultats impressionnants parmi les bas revenus et les personnes âgées (cf. article p. 9). Certains

stratégues du PSS en déduisent un peu rapidement que cet électorat est perdu à tout jamais pour la gauche, car «génétiquement» conservateur, xénophobe et anti-européen. Le salut ne viendrait que par les classes moyennes ouvertes au monde, dynamiques et déçues par les partis bourgeois. En voulant ainsi cantonner le parti dans une classe moyenne ascendante déjà très bien représentée dans l'électorat du PSS, nous ferions une faute grossière d'analyse pour deux raisons. La moins importante d'abord: puisque certains ont tendance à confondre politique et marketing, ils devraient justement observer que les pauvres sont plus nombreux que les riches et que le PS semble y avoir moins de poids que dans les autres segments de la population. Si nous cherchons un potentiel de croissance, c'est donc bien là que nous devrions chercher.

Mais c'est surtout pour une raison fondamentale qu'il faut rejeter cette analyse. Le succès de la gauche tient à la mise en cause de la répartition inégale des richesses organisée par le système capitaliste. Abandonner volontairement les principales victimes de cette inégale répartition à d'autres forces politiques, c'est en fait changer radicalement d'identité politique, c'est à terme renoncer à critiquer l'inégal partage des richesses, bref, c'est devenir de droite.

Notre perte dans l'électorat populaire est essentiellement due au discours nationaliste de l'UDC. Mais la priorité donnée à l'intégration européenne et le refus de polariser sur la privatisation rampante des services publics ont aussi été des choix du PS. Dans toute l'Europe, les socialistes ont été parfois confrontés à ce dilemme: pour convaincre la

droite de faire l'Europe, les socialistes ont accepté de la construire sur un modèle libéral en se disant qu'ils se rattraperaient bien plus tard, quand l'Europe sera faite. Ce choix a alimenté la poussée de l'extrême droite. Pour l'endiguer, il faut renverser le char maintenant, faire de la répartition des richesses une priorité absolue, et faire du projet européen une construction politique qui réponde mieux aux aspirations de la gauche. C'est cette question qui fait mal à la droite et à l'extrême-droite. C'est elle que nous devons imposer.

L'ENJEU CENTRAL DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES

Entre 1990 et 1998, le revenu disponible (salaire brut moins cotisations sociales, impôts et loyer, qui mesure le pouvoir d'achat) des 25% des ménages les plus modestes a diminué entre 10 et 15% en raison de la hausse des primes d'assurance maladie, des loyers et des taxes indirectes, alors qu'en même temps, celui des 10% détenteurs de revenus les plus élevés a progressé de 12% (source: *La vie économique*, septembre 2002). A l'issue de ce cycle infernal, la droite suisse se décide à ouvrir les vannes des baisses d'impôts. Résultat: 60% des milliards distribués par le paquet fiscal profiteront aux revenus supérieurs à 150'000 francs, soit à 5% de la population. Cette réalité est insupportable au plus grand nombre. Elle doit interpeller les pauvres et les classes moyennes, le 80% de la population, contre les cyniques qui cherchent à piquer dans la caisse commune. Notre stratégie doit être de mettre constamment au centre du débat cette réalité.

Une telle orientation stratégique ne signifie pas renoncer aux valeurs de tolérance,

d'ouverture, d'internationalisme. C'est au contraire en ayant fédéré, avec la gauche, les couches populaires et les couches sociologiques où nous sommes plus forts par un discours clair sur la répartition des richesses que nous créerons les conditions pour faire évoluer vers les valeurs d'ouverture et de tolérance des majorités nettes.

DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES CRÉDIBLES

L'offensive de la droite est telle qu'une option défensive solide devrait déjà suffire à mettre au centre la question de la répartition. Cette option défensive n'est pas acquise d'avance. Sur le paquet fiscal et sur la 11^{ème} révision AVS, les avis sur les chances d'un referendum étaient pour le moins partagés. On constate aujourd'hui à quel point ce débat fait du bien à la gauche. Mais il nous faudra aussi passer à l'offensive. Proposer une réforme fiscale, relancer le débat sur les primes d'assurance-maladie par l'initiative sur la caisse unique, lancer la discussion sur une rente AVS après 40 ans de cotisation et sur un renforcement du premier pilier par rapport au deuxième, c'est sur ces pistes qu'il faut se concentrer.

... ET UNE MOBILISATION CONSTANTE DU PSS

Enfin, nous avons à mobiliser le PSS. Le Congrès de Bâle a été impressionnant par la masse des militantes et militants réunis. Nous sommes une force considérable si nous sommes mis en mouvement. Se donner les moyens de former nos membres, de mobiliser leurs forces, d'exister dans le débat public, dans une stratégie claire de confrontation avec la droite qui a pris le pouvoir le 10 décembre, c'est le mandat donné par ce Congrès à la nouvelle direction du PSS et à son groupe parlementaire. C'est également le chemin de la reconquête.

Bienne: Histoire de l'urbanisme socialiste ou «Changer la ville pour changer la vie»

Par Julien Steiner.

Pour une municipalité de gauche, est-il possible d'entreprendre une politique d'urbanisme et d'architecture favorable aux classes sociales qu'elle représente ? En d'autres termes, peut-elle changer la ville pour changer la vie, c'est-à-dire améliorer les conditions d'habitat et modifier la pratique sociale de l'espace urbain ?

L'analyse de l'évolution spatiale de la ville de Bienne depuis le début de son industrialisation au milieu du XIX^e siècle, montre que l'espace urbain a d'abord été façonné pour répondre aux besoins des grandes entreprises horlogères: quartiers ouvriers à côté des usines ou au moins reliés à elles par un tramway, centre-ville de prestige réservé à la bourgeoisie.

L'arrivée au pouvoir des socialistes en 1921 et les grands travaux qu'ils entreprennent dans les vingt années suivantes – construction du nouveau quartier de la Gare, d'une plage, d'une bibliothèque, de bâtiments scolaires et soutien financier aux coopératives d'habitation – laisse deviner les contours d'une politique d'aménagement urbain visant à améliorer les conditions de vie de la population. Cette volonté est confirmée par le choix

de l'architecture moderne avec ses toits plats, ses larges baies vitrées et une standardisation des matériaux qui doit offrir des logements à bas prix et de qualité en regard des taudis dans lesquels réside alors une grande majorité des ouvri-ère-s.

Mais de fait, les autorités socialistes n'ont pas réussi à pratiquer une architecture et un urbanisme «ouvriers» ou «socialistes» permettant à la classe ouvrière de s'approprier réellement l'espace

urbain. La spéculation immobilière oblige les coopératives à construire en dehors de la ville tandis que le nouveau quartier de la Gare devient l'emblème d'une ville moderne et active économiquement. Seule exception, la nouvelle Maison du Peuple, construite par les syndicats avec une aide financière de la commune (accordée en même temps aux organisations patronales pour l'édification de l'Hôtel Elite situé vis-à-vis), symbolise la force du mouvement

ouvrier par sa taille et sa couleur rouge. On est encore loin de l'expérience de la Vienne rouge qui a réellement su conjuguer nouvelle ville avec nouvelle vie et Nouvel Homme.

Julien Steiner, Changer la ville pour changer la vie. Constructions et urbanisme de la Bienne rouge (1921-1939). Essai de géohistoire, mémoire de licence, Lausanne, Institut de Géographie de l'Université de Lausanne, 2004, 100 p.

NEUCHÂTEL: CONTRE LA PÉNURIE DE LOGEMENTS!

Depuis l'an 2000, la pénurie de logement frappe l'ensemble de la Suisse. Concrètement, cela signifie qu'au plan fédéral, moins d'un logement sur 65 est libre. Les conséquences néfastes d'une telle situation sont connues, qu'il s'agisse de l'augmentation incessante des loyers ou tout simplement des difficultés énormes que connaissent celles et ceux qui cherchent à se loger.

Dans le canton de Neuchâtel, la situation est particulièrement tendue, avec seulement un logement libre sur 85, ce qui est synonyme de pénurie grave. Les logements manquent particulièrement dans le bas du canton, alors que dans les villes du Locle et de la Chaux-de-Fonds, une part grandissante du parc immobilier devient vétuste. Ainsi, il est nécessaire de mettre en place rapidement des mécanismes de soutien à la fois la construction et la rénovation de logements.

Face à la léthargie de l'Etat en la matière, le parti socialiste a déposé une initiative qui propose de doter le canton de Neuchâtel d'instruments efficaces en matière de politique du logement. Si le projet est accepté, un fonds cantonal de soutien à la construction et la rénovation de logements permettra notamment le cautionnement, voire le subventionnement de projets immobiliers. En contrepartie, l'Etat pourra opérer un contrôle sur les loyers des logements concernés pendant une durée de 10 à 20 ans.

Les expériences menées dans plusieurs cantons avec des mécanismes similaires ont démontré qu'une telle politique permet de maintenir un parc de logements à des loyers attractifs et que l'incidence à moyen terme pour les finances publiques est positive malgré l'investissement de départ.

L'initiative est soutenue par l'Asloca et plusieurs syndicats qui ont aussi contribué à la récolte.

Jean-Nat Karakash, président du Parti Socialiste Neuchâtelois

Genève: Manifester devient un crime

A Genève, les fronts se mettent en place autour du projet de loi de la droite dure sur le droit de manifester: la gauche se retrouve et reprend le dialogue pour contrer les velléités liberticides de la majorité bourgeoise et de son annexe xénophobe. Dans le même temps, le Département de Justice Police et Sécurité, emmené par sa controversée et libérale Présidente Spörri, anticipe le vote éventuel de ce texte en exigeant des organisateurs de manifestations la réalisation des conditions envisagées dans ce projet. Sans aucune base légale évidemment.

Mais tout ne s'arrête pas là. Malheureusement, les autorités judiciaires genevoises réalisent ce que craignaient les auteurs du «Manifeste des 343 émeutier-ère-s»: l'utilisation du délit d'émeute contre de simples participant-e-s à une manifestation où des dommages auraient été commis. Un excellent moyen de réprimer la contestation politique.

En effet, on a pu voir le Procureur – dont le grand sens politique n'est plus à démontrer – donner suite à une plainte de l'Union Démocratique du Centre (UDC) contre Olivier de Marcellus pour

«incitation publique à la désobéissance par un fonctionnaire». Non content de sortir des oubliettes une loi désuète et jamais appliquée depuis son adoption en 1941, le Procureur Zappelli y ajoute le délit d'émeute, de dommage à la propriété et de violation de domicile.

Pourtant, s'il y a une chose qui est de notoriété publique à Genève, c'est qu'Olivier de Marcellus est un altermondialiste très actif et... pacifique. Que ce soit autour des manifestations du G8 ou à d'autres occasions, ses interventions publiques ont toujours été axées

vers des actions non-violentes.

C'est la première fois depuis le G8 que le délit d'émeute est appliqué à quelqu'un qui n'a pas commis de casse, uniquement sur la base de sa simple participation à une manifestation. Les signataires du Manifeste des 343 ainsi que les 100'000 manifestant-e-s du premier juin dernier doivent-ils s'attendre à rejoindre M. de Marcellus sur le banc des accusés? Si c'est le cas, alors oui, il faut rapidement augmenter l'effectif policier genevois!

Carole-Anne Kast

¡Cuba sí! L'île caraïbe mérite notre solidarité

Par Franco Cavalli, conseiller national, Tessin.

Depuis juste 40 ans, Cuba est la cible préférée de l'impérialisme américain. Cela on le sait depuis longtemps. Ce qui est nouveau est le fait que dernièrement une certaine intelligentsia un peu snob et de pseudo-gauche s'amuse à se donner à l'anti-castrisme primaire: il suffit de lire régulière-

ment «*Le Monde*» pour s'en convaincre. Mais peut-être même quelque lecteur de «*Pages de Gauche*» me dira: «mais, alors, qu'est-ce que tu en dis de la répression du printemps 2003 et de la situation des droits de l'homme?».

RÉPRESSION ET DROITS DE L'HOMME

Au printemps dernier, la position des autorités cubaines a

effectivement connu un durcissement suite à l'intensification des tensions avec les Etats-Unis et les activités subversives du nouveau chargé d'affaires nord-américain. Le cas des trois jeunes fusillés s'inscrit dans ce contexte. Il ne s'agissait pas de dissidents politiques mais de simples criminels de droit commun. Naturellement il faut ouvertement dénoncer la peine de mort et *MediCuba*, pour laquelle je parle ici, a vigoureusement protesté. Mais combien de centaines de condamnations à mort y a-t-il chaque année aux Etats-Unis? Où a été la protestation internationale quand, peu de semaines après, 30 étudiants et ouvriers étaient tués par la police en Bolivie et 70 au Pérou? Même le très sévère rapport de *Amnesty International* sur la situation des droits humains à Cuba en fait mention. L'île compte aujourd'hui 300 prisonniers politiques alors qu'à Guantanamo la coalition occidentale en a emprisonné plusieurs milliers, dans des conditions extrêmement inhumaines et sans aucune possibilité de jugement.

Il est vrai qu'à Cuba il existe des entraves à la liberté d'expression politique. Mais n'oublions pas que Cuba vit dans une situation de «guerre non déclarée», qui est au moins aussi menaçante que l'était la situation de la Suisse pendant la Seconde Guerre Mondiale. Beaucoup de ceux qui chez nous condamnent sans appel Cuba, oublient facilement que pendant ces années de guerre en Suisse des centaines de personnes ont fini en prison parce qu'elles étaient communistes ou jugées comme subversives.

GARDER UN ESPRIT CRITIQUE ET DÉFENDRE CUBA

Je suis convaincu que Fidel Castro a perdu une bonne occasion dans les années 1985-1989, quand la situation économique de Cuba était très florissante, de faire une ouverture politique en arrivant à des élections tout à fait libres. Ceci aurait énormément augmenté son

prestige: aucun observateur ne doute qu'à ce moment-là il aurait remporté une victoire électorale éclatante. Après la disparition du bloc soviétique et l'énorme crise économique du «*período especial*» (1992-1996), la situation a profondément changé. Il faut se rendre compte qu'à la suite de 1989 le produit national brut cubain a chuté de 35%: pour comprendre l'ampleur du problème, il faut se souvenir que la crise argentine a été déclenchée par une chute du produit national de moins de 20%!

Que Cuba ait pu survivre à cette crise est même une chose à la limite du miracle et cela a été possible seulement grâce à différents facteurs: le niveau de culture très élevé de la population cubaine, l'enthousiasme révolutionnaire d'une bonne partie de cette population et surtout de ceux qui étaient avant les plus défavorisés (les paysans, les gens de couleur, les habitants des régions périphériques), mais aussi la décision hasardeuse autant qu'inévitable de s'ouvrir au dollar et au tourisme.

Tout cela a eu un prix. Par exemple dans le développement de la prostitution et plus récemment dans la création d'un double marché, l'un en monnaie nationale et l'autre pour ceux qui ont des dollars. Le tourisme aussi a engendré une certaine fuite de professionnels (surtout du secteur de l'éducation et de la santé) vers des activités mieux rémunérées. Malgré cela, examiner Cuba objectivement, c'est constater en définitive un bilan qui reste positif, surtout si on considère quelle a été la détérioration de la situation pendant les 15 dernières années en Amérique Latine. Les progrès au niveau de l'éducation scolaire, le système de santé, une faculté de médecine gratuite pour tous les étudiants du tiers monde (y compris ceux qui aux Etats-Unis ne peuvent pas se payer des études en médecine), les institutions fantastiques par exemple dans le secteur des handicapés, l'aide apportée aux pays plus pauvres (par exemple dans le secteur du SIDA où souvent seuls les médecins cubains s'occupent des patients dans ces pays), le maintien de l'aide internationaliste, par exemple actuellement au Venezuela, ne sont que quelques points parmi d'autres que nous ne pouvons et ne devons pas oublier.

UNE SOLIDARITÉ NÉCESSAIRE

Vous trouverez dans ce numéro un dépliant de *MediCuba-Suisse*: cette organisation apporte depuis 10 ans une aide essentielle au système de santé cubain. Depuis sa fondation, cette organisation a été à même d'intervenir pour résoudre des situations d'urgence. Aujourd'hui, *MediCuba-Suisse* est surtout active dans des projets de longue haleine. Ainsi, elle a par exemple rendu possible le financement partiel la construction d'une usine produisant des médicaments contre le cancer. Actuellement, *MediCuba* soutient deux grands projets: un premier visant à faire renaître la médecine naturelle dans la province de Santiago et un deuxième ayant pour objectif la garantie d'un système de soins palliatifs dans une grande partie de la ville de La Havane.

MediCuba-Suisse, qui est dirigée par des professionnels de la santé, est très fortement ancrée en Suisse allemande et dans la Suisse italienne. Cet article et le dépliant joint à ce numéro aideront peut-être à renforcer sa position en Suisse romande. Merci d'avance pour votre soutien.

EN BREF

Mémoire courte

Les organisateurs du Festival international du film de Fribourg ont une réputation, celle d'être engagés. Quoi de plus normal dès lors que d'ouvrir la 18^e édition de ce festival par un film tout aussi engagé, *Memoria del saqueo* (Mémoire d'un saccage) de l'argentin Fernando Solanas. Un film à voir pour mettre des images sur la politique ultra-libérale du gouvernement Menem dans les années 1990, les cures d'austérité du Fonds Monétaire International (FMI) et les pilleurs du système argentin: les entreprises et les banques internationales, *Crédit Suisse* en tête. A la sortie de la projection, les quelque 300 spectateurs avaient donc tout plein de bonnes raisons pour ne pas être conviés au banquet du grand Capital. Mais déjà moins à une coalition offerte par la *Winterthur Assurances*, une compagnie membre du *Crédit Suisse Group*. Une coalition si réussie que le responsable de l'agence locale de la *Winterthur* trouva malin de déclarer, après avoir goulûment ingurgité une huître accompagnée d'un bout de Gruyère: «*Ce soir, on se fout de la holding!*». Fernando Solanas a encore du boulot. YS

Le sport n'est pas une activité normale

Le sport c'est dur, mais la vie après le sport c'est parfois beaucoup plus dur. Chaque sportif amateur connaît les courbatures, les petites et les grandes blessures qui suivent une activité corporelle qui dépasse significativement un degré d'intensité nécessaire à la survie dans nos sociétés développées et de services. Mais que dire de ceux qui font du sport leur métier et qui, après quelques années de carrière, reprennent une activité normale ?

Souvenez-vous par exemple de cette image du boxeur Mohammad Ali en 1996, allumant la vasque des jeux olympiques d'Atlanta. Celui qui était «léger comme un papillon et rapide comme une guêpe» sur le ring, était là, tremblant et bouffi à cause de la maladie

de Parkinson. J'ai eu de la peine à retenir mes larmes ce jour-là, mais il est vrai qu'Ali est bien plus qu'un boxeur...

Plus récemment, il y a eu la mort de Marco Pantani à Rimini. Celui-là, à force de vouloir grimper toujours plus haut et plus vite, a fini par rester collé au plafond. Aujourd'hui, comme beaucoup, je me sens un peu coupable de l'avoir admiré sur un vélo et de l'avoir jugé ensuite, tant ce monde du cyclisme semble être un enfer. Les révélations de Jesus Manzano, coureur de l'équipe espagnole Kelme, sont proprement effroyables: injections multiples de tout et n'importe quoi, autotransfusions, etc. Les corps des cyclistes sont livrés à des expérimentateurs fous !

Malgré ces cas montrant un côté terrifiant, nous ne devons pas généraliser à tout le sport et à tous les sportifs. Certains athlètes ont su se reconverter avec succès et vivent tout à fait normalement comme vous et moi (ou presque). Leur santé ne semble pas avoir souffert des années de compétition. Certains, les plus accros, deviennent entraîneurs, pour rester encore dans le domaine qui a été leur passion. D'autres changent complètement d'activité. Par exemple, j'ai croisé un jour Eric Burgener, l'ancien mythique gardien du Lausanne-Sport (à l'époque cette équipe jouait avec l'élite). Remarquant que je l'avais reconnu, il m'a dit juste «bonjour» avec un sourire, pas plus fier que ça ! Juste un gars normal, plutôt en forme et bien dans sa peau.

On peut donc parfaitement avoir été un grand sportif, avoir été au sommet et mener

ensuite une vie normale, presque banale. Prenez Martina Hingis: elle avait des Porsche plein le garage avant même d'avoir le permis de conduire. Mais personne, à l'époque n'aurait eu l'idée de lui offrir un lave-linge avec le tableau de commande inclinable et la touche «défroissage vapeur», alors que c'est de ça dont elle rêvait. Lorsqu'on fait du sport, on change souvent de vêtements, de plus, au tennis, on porte facilement du blanc qui se tache facilement sur les surfaces en terre battue ou gazonnées. Imaginez le boulot que ça lui donnait à l'époque, entre les tournois, les voyages et les entraînements. Au nom de nos mères, femmes, copines et frangines qui nous engueulent parce que nous laissons traîner nos shorts dans la salle de bain, nous lui disons merci, car elles n'auront plus de raison de se plaindre !

Philippe Mivelaz

L'ÉLECTION DE VULLIOUD NE FAIT PAS QUE DES HEUREUX



Christian Vulliod, le père de notre mascotte «Jean-Rodolphe», a été triomphalement élu à la Municipalité du Chenit (Vallée de Joux).

Ils l'ont dit...

Simon Epiney craint comme la peste la dépénalisation du cannabis. Selon le conseiller aux Etats valaisan, la Suisse risque de devenir une «banque du joint et un champ de cannabis au milieu de l'Europe». Quant au Valais, il ressemblera toujours à une réserve d'indiens.

Christian Ferrazino, maire de Genève, vante les efforts de sa Ville pour collaborer davantage avec les collectivités environnantes: «Le maire de Saint-Julien nous a invités à commémorer le

Traité de paix de 1603, et en retour nous avons invité les autorités savoyardes à participer à l'Escalade». Ces rencontres dînatoires auront un grand impact sur le quotidien de la population.

Le nouveau président du PDC valaisan, Raphy Coutaz, souligne que «l'électeur PDC ne place pas sur la même ligne le candidat et la candidate». Il poursuit en affirmant que «il n'y a aujourd'hui plus un seul conservateur à l'intérieur du PDC-VS». Cherchez l'erreur!

Alexandre Mariéthoz

EN BREF

L'opacité des grandes entreprises suisses

La presse a déjà abondamment parlé de la façon dont les milieux patronaux ont récompensé Kaspar Villiger pour ses bons et loyaux services au Conseil fédéral: en lui octroyant un siège dans trois conseils d'administration importants, Swiss Re, Maison d'édition NZZ et Nestlé. Un autre exemple récent de collusion d'intérêt est resté un peu moins médiatisé.

Dans le conseil d'administration de la maison d'édition NZZ, Villiger retrouvera comme président, Conrad Meyer, qui siège également au conseil d'administration d'Adecco Holding, en particulier dans son comité d'audit, chargé de surveiller la transparence des comptes. Au début 2004, Adecco avait connu une chute vertigineuse du cours de ses actions en raison d'informations comptables défaillantes. Des groupes d'actionnaires ont d'ailleurs déposé plainte contre la direction d'Adecco pour falsification des comptes. Ce même Conrad Meyer, «accessoirement» professeur de comptabilité et directeur de l'Institut de comptabilité et de contrôle de l'Université de Zurich, a été mandaté par la bourse suisse pour examiner la qualité et la conformité des informations financières des entreprises à la récente directive sur le «gouvernement d'entreprises». Ce rapport publié fin 2003 conclut, comme on pouvait s'y attendre, que «depuis la parution de la directive corporate governance, les entreprises cotées ont fait d'énormes progrès sur le plan de l'information». Cela ne semble pas avoir été le cas chez Adecco... Comme quoi quand qu'il s'agit d'examiner la transparence des entreprises suisses, «on n'est jamais mieux servi que par soi-même...»

Réd.

Margarethe Faas-Hardegger (1882-1963)

«L'honneur des femmes est un vieux droit d'usage très pratique façonné par l'instinct de propriété des hommes. Les femmes n'ont aujourd'hui plus besoin de leur honneur. [...] L'honneur ne leur apporte que peine et vassalité. Mon idéal est une société dans laquelle les femmes pourraient vivre avec les hommes qui leur plaisent, envers qui elles ressentent de l'amour.»

«Sur l'amour libre» *Discours tenu devant le congrès international des ouvriers à Berne en septembre 1908. Le discours provoque un scandale: le Berner Tagblatt écrit au sujet de cette présentation qu'il s'agit d'une «présentation honteuse» à laquelle il convient de ne répondre «que par le dédain».*



AGENDA

5 avril

Conflit sous silence en Tchétchénie: les droits de l'homme bafoués – Résistance ou terrorisme? Quelle solidarité? – Avec Sarah Reinke (société des peuples menacés, Allemagne), Lipkan Basayeva (Memorial, Tchétchénie), Claude Marill (Convoi syndical).
20h30, Maison des associations, Genève

17 avril

La politique et le Parti socialiste – Journée de formation des femmes socialistes.
10h30–15h30, Palais fédéral, Berne

19 - 25 avril

Visions du Réel – Festival international de cinéma. Le Chili à l'honneur: coup de projecteur sur la production de cinéastes indépendants du Chili.
Nyon (Programme: www.visionsdureel.ch)

24 avril

Assemblée des délégué-e-s de la Jeunesse Socialiste Suisse
14h15, Lausanne

28 - 29 - 30 avril

Que s'est-il vraiment passé à Tchernobyl? Projections du film «Mensonges Nucléaires» en présence du réalisateur Wladimir Tchertkoff
28 avril à 20h00, Centre Hans Fries, Fribourg
29 avril à 20h30, Muséum d'Histoire, Neuchâtel
30 avril à 20h00, Zinéma, Lausanne

30 avril

Congrès du Parti Socialiste Neuchâlelois.
19h00, District du Locle

1^{er} mai

Journée internationale de revendication et de lutte.

6 mai

Café politique – La politique fiscale suisse – Avec Sébastien Guex (prof. UNIL en histoire économique).
20h30, Brasserie Bavaria, Lausanne

JAB

1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles d'UDC...

«Il est impossible de rassembler les forces conservatrices dans une structure partisane (...). Pour ce faire, le journal reste la meilleure voie.»

Hans Schlüer, rédacteur en chef du Schweizerzeit et conseiller national UDC.

«Si on me décrit comme populiste, c'est parce que j'ai cessé de vouloir convaincre le Parlement et le gouvernement de mes idées. C'est du temps perdu.»

Christoph Blocher, in L'Hebdo, 26.8.1999.

«La loi contre le racisme n'est en fait qu'une loi-muselière qui se contente de lutter contre les symptômes du mal. La xénophobie et le racisme ne peut en fin de compte être efficacement combattus que par une lutte systématique contre les abus et par la stabilité de la population étrangère.»

Programme de l'UDC 1999, «Politique d'asile et des étrangers».

«Il est à relever qu'il n'y avait pas de divergence d'opinion entre les socialistes et les nationaux-socialistes, relatif au rôle de l'Etat d'intimer une place dans la société à chaque être humain.»

Friedrich Von Hayek, in Der Weg zur Knechtschaft, 2^{ème} édition, Munich, 1971, p.153, cité par Christoph Blocher, in Les sept secrets de l'UDC. Discours à l'occasion de la 12^e assemblée à l'Albisguetli, 21 janvier 2000.

«Il est reconnu aujourd'hui que le nombre de requérants d'asile du Tiers monde n'est que l'annonce d'une menace potentielle encore plus grande dans les années à venir. Nous savons qu'il s'agit-là d'un processus irréversible, et nous ne pouvons le laisser faire (...) et la réaction naturelle des Suisses à cet égard n'arrange certes pas les défenseurs du droit d'asile, mais est une réalité. C'est l'expression d'une volonté de s'auto-affirmer, le souci de préserver l'intégrité suisse et son indépendance, et cela sans aucun compromis.»
ASIN, service de presse 1987/5.